



16ème législature

Question N° : 13080	De M. Adrien Quatennens (La France insoumise - Nouvelle Union Populaire écologique et sociale - Nord)	Question écrite
Ministère interrogé > Industrie		Ministère attributaire > Industrie
Rubrique > industrie	Tête d'analyse > Assurer la pérennité de l'activité de MG Valdunes	Analyse > Assurer la pérennité de l'activité de MG Valdunes.
Question publiée au JO le : 21/11/2023 Réponse publiée au JO le : 19/12/2023 page : 11517		

Texte de la question

M. Adrien Quatennens attire l'attention de M. le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie, sur l'avenir de MG Valdunes. Anciennement Usinor, MG Valdunes est la seule entreprise implantée en France produisant des roues et des essieux ferroviaires, ou des galets utilisés pour la maintenance des écluses. Reprise en 2014 par le groupe chinois MA Steel, l'entreprise a vu ses effectifs passer de 500 salariés à 340, répartis entre l'usine de Trith-St-Léger, près de Valenciennes et celle de Leffrinckoucke, près de Dunkerque. Depuis la reprise, les pertes s'enchaînent. En cause ? Le manque d'investissement du repreneur contrairement à ses engagements, l'abandon programmé de l'outil industriel entraînant des retards et des pénalités. Des salariés, ont même indiqué que, dès la reprise, le repreneur avait filmé les *process* de production et copié les brevets afin de les transférer vers des sites de production chinois. Sa mauvaise besogne réalisée, l'actionnaire majoritaire a annoncé se retirer du capital de l'entreprise. On est confronté à une prédation industrielle bien connue, face à laquelle les pouvoirs publics restent trop souvent immobiles. Les salariés, par la voix de la CGT, défendent quant à eux un projet chiffré pour sauver MG Valdunes, qui s'appuie sur une logique de filière en réunissant l'ensemble des acteurs du ferroviaires, de la SNCF à Alstom en passant pas les collectivités. On ne peut pas parler de planification écologique et pas davantage de souveraineté industrielle et laisser couler MG Valdunes. Jeudi 19 octobre 2023, une réunion des acteurs du dossier a écarté ce projet et la reprise de l'entreprise par un consortium Alstom-SNCF. Le ministère a toutefois affirmé que « des engagements collectifs ont pu être pris » et des promesses d'engagement financier de l'État et de la région Hauts-de-France ont été faites. Ces promesses n'ont pas levé toutes les craintes et l'avenir de ces sites de production reste menacé. D'autant plus, que de l'aveu-même du ministre « les repreneurs capables de porter un projet industriel pérenne » n'ont pas encore été trouvés. Par la voix de la CGT, les salariés lui demande d'envisager tous les scénarios et de prendre ses responsabilités pour sauver MG Valdunes, y compris si cela doit passer par une nationalisation provisoire. Il lui demande quelles suites il compte donner à cette demande.

Texte de la réponse

Le dossier Valdunes est un dossier important pour l'industrie et la filière ferroviaire française, et particulièrement suivi par le Gouvernement, notamment depuis l'annonce début mai du désengagement de son actionnaire actuel, le Chinois MA Steel. Le ministre délégué chargé de l'industrie a notamment pu se rendre sur site le 6 juin 2023. Pour rappel, Valdunes est une entreprise industrielle de 350 salariés produisant des roues de trains. Elle est composée de deux sites : une forge à Leffrinckoucke, près de Dunkerque, et un atelier de traitement thermique et d'usinage à Trith Saint Léger, à côté de Valenciennes. L'entreprise est fortement déficitaire depuis de nombreuses années,



l'actionnaire chinois actuel ayant engagé plus de 150M€ pour éponger les pertes contractées depuis 10 ans. Le Gouvernement a engagé plusieurs actions afin de mener une recherche de repreneurs ayant pour objectif de trouver un industriel capable de porter un projet de retournement de pour l'entreprise : Des discussions avec la direction, afin de s'assurer que la trésorerie de l'entreprise permette une recherche dans les meilleures conditions possibles ; Des cabinets ont été mandatés et financés par l'État afin de travailler sur le modèle économique de l'entreprise. En particulier, les conclusions de ces cabinets montrent que des investissements significatifs sont nécessaire pour remettre l'outil industriel à niveau ; Un cabinet a été mandaté par l'État pour effectuer une recherche de repreneur pour le site. Ce travail se poursuit dans le cadre du RJ aujourd'hui ouvert. Par ailleurs, une table ronde a eu lieu sous l'égide du ministre délégué chargé de l'industrie, avec la participation de Xavier Bertrand, Président du conseil régional des Hauts-de-France, Sophie Binet, Secrétaire générale de la CGT, Jean-Pierre Farandou, PDG de la SNCF et Henri Poupart Lafarge, PDG d'Alstom. Cette réunion a permis de confirmer les engagements de chacune de ces parties prenantes auprès d'un repreneur portant un projet de reprise crédible. Le travail continue donc, pour trouver un ou des industriels capables de porter et financer un projet de reprise crédible.